

REPERTOIRE N° 004/GCC

DU 21 MARS 2017

**DECISION N°004/CC DU 21 MARS 2017 RELATIVE A LA
REQUETE DU PRESIDENT DU SENAT TENDANT A LA
CONSTATATION DE LA VACANCE DU SIEGE DE
SENATEUR DU PREMIER ARRONDISSEMENT DE LA
COMMUNE D'OYEM, PROVINCE DU WOLEU-NTEM**

AU NOM DU PEUPLE GABONAIS

LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Vu la requête enregistrée au Greffe de la Cour le 14 mars 2017, sous le n°004/GCC, par laquelle le Président du Sénat a saisi la Cour Constitutionnelle aux fins de constatation de la vacance du siège de Sénateur du 1^{er} arrondissement de la Commune d'Oyem, Province du WOLEU-NTEM, suite au décès de Hamann MAMADOU, Sénateur du 1^{er} Arrondissement de ladite Commune ;

Vu la Constitution ;

Vu la Loi Organique n°9/91 du 26 septembre 1991 sur la Cour Constitutionnelle, modifiée par la Loi Organique n° 009/2011 du 25 septembre 2011 ;

Vu la Résolution n°001/2007/BS du 2 mai 2007 portant Règlement du Sénat ;

Vu la loi organique n°8/96 du 15 avril 1996 relative à l'élection des Sénateurs, modifiée par la loi organique n°40/2007 du 11 janvier 2008 ;

Vu le Règlement de Procédure de la Cour Constitutionnelle n°035/CC/06 du 10 novembre 2006, modifiée par le Règlement de Procédure de la Cour Constitutionnelle n°033/CC/2016 du 29 juin 2016 ;

Vu la loi n° 7/96 du 12 mars 1996 portant dispositions communes à toutes les élections politiques, modifiée par la loi n° 007/2013 du 22 juillet 2013 ;

Vu la loi n°18/96 du 15 avril 1996 portant dispositions spéciales relatives à l'élection des sénateurs, modifiée par la loi n°15/2004 du 6 janvier 2005 ;

Vu la décision n°006 /CC du 11 février 2015 relative à la proclamation des résultats de l'élection des Sénateurs du 13 décembre 2014 ;

Le Rapporteur ayant été entendu

1 -Considérant que par requête susvisée, le Président du Sénat a saisi la Cour Constitutionnelle aux fins de constatation de la vacance du siège de Sénateur du 1^{er} arrondissement de la Commune d'Oyem, Province du WOLEU-NTEM, suite au décès de Hamann MAMADOU, Sénateur du 1^{er} Arrondissement de ladite Commune ;

2 - Considérant qu'il résulte des dispositions combinées des articles 23, 24 et 25 , de la loi organique n°8/96 du 15 avril 1996 relative à l'élection des sénateurs, modifiée, susvisée, qu'en cas de vacance définitive d'un siège dûment constatée par décision de la Cour Constitutionnelle, il est pourvu au remplacement du sénateur par l'organisation d'une élection partielle devant se tenir dans les deux mois qui suivent la constatation de la vacance ;

3 - Considérant qu'il est constant en l'espèce que Hamann MAMADOU, Sénateur du 1^{er} Arrondissement de la Commune d'Oyem, est décédé le 5 février 2017 et son suppléant Jean Baptiste BEYEME, le 27 décembre 2014, tel qu'il ressort des actes de décès n°0001 du 7 février 2017 et 1339 du 29 décembre 2014 ; qu'il y a lieu de constater la vacance définitive dudit siège et partant, de procéder à une élection partielle dans les deux mois qui suivent la notification de la présente décision.

DECIDE

Article premier : Il est constaté la vacance du siège de Sénateur du 1^{er} Arrondissement de la Commune d'Oyem, suite aux décès de Hamann MAMADOU, Sénateur du 1^{er} Arrondissement de la Commune d'Oyem, Province du WOLEU-NTÉM et de son suppléant Jean Baptiste BEYEME.

Article 2 : Il sera pourvu audit siège, par l'organisation d'une élection partielle dans les deux mois qui suivent la notification de la présente décision.

Article 3 : La présente décision sera notifiée au requérant, au Président de la République, au Premier Ministre, au Président de l'Assemblée Nationale, communiquée au Président de la Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente et publiée au Journal Officiel de la République Gabonaise ou dans un journal d'annonces légales.

Ainsi délibéré et décidé par la Cour Constitutionnelle en sa séance du vingt et un mars deux mil dix sept où siégeaient :

M. Hervé MOUTSINGA, Président de séance,
Madame Louise ANGUE,
Madame Claudine MENVOULA ME NZE ép. ADJEMBIMANDE,
M. François de Paul ADIWA-ANTONY,
M. Christian BIGNOUMBA FERNANDES,
M. Jacques LEBAMA, Membres, assistés de Maître Jean-Laurent TSINGA, Greffier en Chef.

Et ont signé, le Président de séance et le Greffier en Chef. /

